

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°137  
22 octobre 2008

ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

**Intervention d'Olivier Lestang pour le courant Front Unique au Bureau National de la FSU du 22 octobre:**

**La direction de la FSU doit se prononcer :**

- \* **Retrait de la « réforme » des lycées**
- \* **Abrogation de la « réforme » Darcos du primaire**
- \* **Non au budget 2009**

**Et engager le combat dans l'unité sur ces objectifs**

Alors que se produit sous nos yeux le plus grand hold-up de l'histoire, 3 000 milliards au profit du capital financier, on ne peut être que frappé par le silence de la direction de la FSU face notamment au plan Sarkozy de 360 milliards pour les banques. Dans les établissements, tous s'interrogent, et sont scandalisés par ce casse inouï. Mais la direction de la FSU n'a pas condamné le plan Sarkozy. Il est encore temps et il est nécessaire de le faire, et d'opposer à ce plan de déversement d'argent public mis entre les mains des responsables du naufrage financier l'exigence de la nationalisation sans indemnité ni rachat des banques, et du refus du paiement d'une dette publique que ce plan augmente encore, et qui engraisse les spéculateurs, les affairistes, les grandes banques, les fonds de pension : bref tous ceux qui sont acharnés à liquider les acquis des enseignants.

Quand Aschiéri déclare dans la manifestation de dimanche que si l'on peut trouver ces sommes pour les banques, on peut les trouver pour l'éducation, il met sur le même plan des choses totalement antinomiques : c'est justement parce que le gouvernement est voué à la défense du capitalisme qu'il démolit l'enseignement public !

Et c'est là la cohérence de toutes ses « réformes » réactionnaires.

Ainsi, dans le premier degré, l'amorce de la destruction des RASED est « justifiée » par le gouvernement au nom de la mise en place des deux heures de soutien dans les écoles. Alors, pour ne pas laisser faire cette destruction, pour ne pas laisser isolés les collègues des Réseaux d'Aide, ni abandonner des dizaines de milliers de gamins, la direction du SNU avec la FSU doit exiger l'abrogation de la « réforme Darcos » du primaire.

Quant à la réforme des lycées annoncée hier par Darcos, il est stupéfiant d'entendre des dirigeants syndicaux affirmer que celui-ci aurait « reculé ». Le « tronc commun » annoncé hier, à périmètre égal, passe de 25 à 21 heures de cours. Et avec les modules, on arrive à 27 heures, puisque les trois heures restantes sont individualisées (« aide à l'orientation », « soutien »). Il n'y a pas 30 heures de cours, mais bel et bien 27. Ce qui représente des milliers et des milliers de postes supprimés ! Il n'y a qu'en réaffirmant que le service des enseignants resterait hebdomadaire que Darcos a temporisé. Ce n'est qu'un sursis. Mais pourquoi ? Parce que la direction du SNES a dû, sous la pression des enseignants, rompre les négociations. D'ailleurs Darcos lui a demandé de revenir « négocier » : il a besoin de la collaboration de la direction du SNES pour aller plus loin. Il faut lui opposer un refus ferme et définitif, et la direction du SNES doit se prononcer immédiatement pour le retrait de la « réforme des lycées ».

Aujourd'hui, les discussions portent sur la « suite » au 19 octobre. Une journée de grève en novembre est évoquée. Mais au mois de novembre, l'Assemblée nationale sera encore en train d'examiner le budget. Or c'est dans ce celui-ci qu'est concentrée cette politique, les suppressions de postes découlant des « réformes » du primaire, du lycée, ou de la formation. C'est le budget pluriannuel qui organise 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique, tandis que sont octroyés plus de 60 milliards d'aides au patronat, 45 milliards pour le paiement de la dette publique.

Alors ce pour quoi la FSU devrait combattre, dans l'unité avec les fédérations de fonctionnaires, c'est pour une manifestation centrale l'Assemblée nationale pour dire : « à bas le budget 2009 », aucune suppression de poste, augmentation générale des salaires des fonctionnaires, retrait des « réformes » détruisant l'enseignement public.

C'est la position que défend le courant Front Unique et qu'il appelle les enseignants à soutenir.